

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Travaux Auxonne 2
(4 rue d'Auxonne, 54000 NANCY)

**Direction Interrégionale de la Protection judiciaire de la Jeunesse (DIRPJJ) Grand
Est**
4 rue d'Auxonne
54000 NANCY

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 – Type et forme du contrat / Décomposition du contrat	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires	4
1.4 – Prescriptions techniques	4
1.5 – Modifications des prestations en cours d'exécution : Clauses de Réexamen	4
1.5.1 – Modification du montant des travaux	4
1.6 – Clause environnementale	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 – Intervenants	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	6
6 – Prix.....	7
7 - Avance	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
7.2 - Garanties financières de l'avance	8
8 - Modalités de règlement des comptes	9
8.1 - Acomptes	9
8.2 - Décompte général	9
8.3 - Présentation des demandes de paiement.....	9
8.3 - Délai global de paiement.....	10
8.4 - Paiement des cotraitants	10
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
8.6 - Approvisionnement.....	10
8.7 – Travaux non prévus	10
9 - Conditions d'exécution des prestations	11
10 - Réception des travaux.....	13
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
12 - Garantie des prestations	13
13 - Pénalités	13
13.1 - Pénalité pour travail dissimulé	13
13.2 - Autres pénalités spécifiques.....	14
Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG- Travaux, les pénalités définies dans le tableau ci-dessus s'établiront sans mise en demeure préalable et sur simple constat du Ministère de la Justice.....	14
14 - Assurances.....	14
15 - Résiliation du contrat	15
15.1 - Conditions de résiliation	15
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	15
Article 16 Promotion de la diversité – égalité Femmes/Hommes.....	16
Article 17 : Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »	16
Article 18 : Différends	17
19 - Dérogations	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent une opération de relamping du site de la DIRPJJ Grand Est au 4 rue d'Auxonne à Nancy (54000).

L'ensemble des prescriptions techniques est détaillé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu d'exécution : 4 rue d'Auxonne à Nancy (54000).

1.2 – Type et forme du contrat / Décomposition du contrat

➤ Type et forme du contrat

Forme de marché	Marché à prix global et forfaitaire, fermes et définitifs	
Durée du contrat	De la date de commencement d'exécution des prestations jusqu'à expiration du délai de garantie de parfait achèvement	
Durée prévisionnelle du marché	<ul style="list-style-type: none">➤ 3 mois de période de travaux (incluse période d'1 mois de préparation de chantier)➤ 15 mois (incluse une période d'1 mois de préparation du chantier avec garantie de parfait achèvement)	
Date de commencement d'exécution des prestations à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.		
Reconductible	Non	
Nombre de reconductions possibles	Sans objet	
Durée de chaque reconduction	Sans objet	
Type de reconduction	Sans objet	

➤ Allotissement

Rang	Lots
1	<i>Lot n°1 Travaux d'électricité, de relamping intérieur</i>
2	<i>Lot n°2 Plâtrerie, isolation et finitions diverses</i>

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 – Prescriptions techniques

L'ensemble des prescriptions techniques est détaillé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.5 – Modifications des prestations en cours d'exécution : Clauses de Réexamen

Le Ministère peut, en cours d'exécution, apporter des modifications au contrat, conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

1.5.1 – Modification du montant des travaux

Le présent marché comprend la clause de réexamen ci-dessous, au sens de l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

En cours d'exécution, le Ministère pourra modifier le montant du marché, tel que prévu à l'article 5 des actes d'engagements des lots 1, 2 et 3. Le Ministère sollicitera le titulaire par courriel pour l'informer du nouveau montant nécessaire.

Dans un délai de 7 jour calendaire à compter de ce courriel, le Ministère proposera au titulaire un avenant pour acter le nouveau montant du marché.

Cette clause de réexamen ne peut entraîner une modification du montant inférieure ou supérieure à 30% du montant initial en euros TTC pendant toute la durée totale éventuelle du marché.

Cette clause de réexamen ne peut non plus entraîner une modification des autres conditions d'exécution du présent marché.

Cette clause est applicable à l'ensemble des lots.

1.6 – Clause environnementale

1.6.1 Performance énergétique des sources lumineuses

Tout produit proposé dans le cadre de ce marché devra présenter une efficacité lumineuse de 120 lm/W minimum conformément aux prescriptions du CCTP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG- Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par voie d'avenant ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance (ASST) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le cadre de mémoire technique (modèle imposé par le Ministère).

3 – Intervenants

3.1 - Maîtrise d'ouvrage

La personne représentant la maîtrise d'ouvrage pour l'exécution des prestations est Madame Casanova, Directrice Interrégionale de la DIRPJJ Grand Est.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

Direction Interrégionale de la Protection judiciaire de la Jeunesse Grand-Est
4 rue d'Auxonne
54 000 NANCY

La maîtrise d'œuvre sera représentée au sein de la maîtrise d'ouvrage par Madame Karin Delhaye DEPAFI (tél. 06 83 50 87 75 – Courriel : karin.delhaye@justice.fr).

3.3 - Contrôle technique

Sans objet.

4.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet.

4.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet.

4.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Sans objet.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

4.1 – Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG- Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG- Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4.2 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Conformément à l'article 5.2 du CCAG- Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné "le Règlement Général sur la Protection des Données".

Dans le cadre du présent contrat, aucun traitement de données à caractère personnel n'est effectué par le titulaire pour le compte du pouvoir adjudicateur. Néanmoins, en cas de nouvelles instructions par le pouvoir adjudicateur occasionnant un traitement de données à caractère personnel, un avenant au contrat devra être rédigé afin de définir le périmètre de ce traitement et d'encadrer les obligations de chaque partie en matière de protection des données.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 – Durée du contrat

Le présent marché public est conclu à compter de la date indiquée dans l'ordre de service prescrivant de commencer la préparation des travaux et jusqu'à expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle du marché public est de quatre (3) mois de travaux (incluse une période d'un mois de préparation du chantier et hors garantie de parfait achèvement).

5.2 – Délais d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG- Travaux, la période de préparation débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer la préparation. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le délai d'exécution des travaux est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépasse son intensité limite et entraîne un arrêt de travail sur le chantier.

Nature et phénomène	Intensité limite et durée
Pluie	20 mm pendant 24 heures en continu
Gel	-5°C pour tous les travaux de clos et de couvert
Vent	60km/h pendant 3 heures continues
Neige	5 cm constatés sur dalle ou toiture à 7 heures du matin
Chaleur	Température ambiante supérieure à 35°C pour l'application de produits d'étanchéité (enduits extérieurs...)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Nancy-Essey.

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG travaux, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, après accord du maître de l'ouvrage, et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier/arrêt de tâches qui sont concernés par l'intempérie ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution.

Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

La prolongation des délais d'exécution des travaux sera effectuée, uniquement, pour les marchés pour lesquels les travaux seront directement affectés par les phénomènes visés ci-dessus. En revanche, si le phénomène naturel n'est pas de nature à ralentir le planning normal d'avancement des travaux, aucune prolongation ne sera accordée (ex : pluie sans effet sur des travaux réalisés à l'intérieur d'un bâtiment).

Le titulaire ne peut pas prétendre à une rémunération complémentaire au titre de cette prolongation.

6 – Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations seront rémunérées par application du prix global forfaitaire renseigné à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Les prix indiqués dans la décomposition des prix globale et forfaitaire sont réputés **comprendre l'ensemble des dépenses** résultant de l'exécution des travaux de relamping, y compris, mais sans s'y limiter :

- La fourniture, le transport, le stockage et la mise en œuvre de tous les matériaux, équipements et luminaires (intérieurs et extérieurs) conformes aux normes en vigueur et aux spécifications techniques du marché ;
- La main-d'œuvre qualifiée, y compris les techniciens spécialisés en éclairage, électriciens, et tout personnel nécessaire à la réalisation des travaux ;
- Les frais généraux, les impôts, taxes, contributions sociales, et toutes autres charges légales ou réglementaires applicables ;
- Les études préalables (diagnostic énergétique, audit lumineux, calculs d'éclairage, etc.) et les essais nécessaires à la validation des performances des installations ;
- Les protections, signalisations et sécurisations des zones de travail, notamment pour les interventions en hauteur ou en espaces publics ;
- La gestion et l'évacuation des déchets (dépose des anciens luminaires, recyclage des composants conformément à la réglementation en vigueur, notamment la directive DEEE) ;
- Les tests, réglages et mises en service des nouveaux éclairages, ainsi que les formations éventuelles du personnel d'exploitation ;
- Une marge pour risques et bénéfice, incluant les aléas techniques liés à la compatibilité des infrastructures existantes (réseaux électriques, supports, etc.) et aux contraintes spécifiques du site.

Les prix tiennent compte de toutes les sujétions d'exécution **normalement prévisibles** dans les conditions de temps, de lieu et de contexte technique du projet, telles que :

- L'accès aux zones de travail (intérieures et extérieures), y compris les contraintes horaires ou logistiques (ex. : travaux en site occupé, interventions de nuit pour les espaces publics) ;
- La coordination avec les autres corps d'état et les gestionnaires de réseau (Enedis, syndicats d'électricité, etc.) ;
- Les obligations réglementaires en matière de sécurité, d'efficacité énergétique (ex. : respect des seuils d'éclairage, normes NF EN 12464-1, décret tertiaire, etc.) et d'accessibilité ;
- Les aléas climatiques raisonnablement anticipables pour les travaux extérieurs.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes, non actualisables et non révisables.

7 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lots	Désignation
1	Travaux d'électricité, de relamping intérieur
2	Plâtrerie, isolation et finitions diverses

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

➤ Montant de l'avance :

Une avance est accordée au titulaire dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30,00% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à 30 jours à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

➤ Répartition de l'avance entre membre d'un groupement d'opérateurs économique :

En cas de groupement solidaire d'opérateurs économiques, l'avance est versée sur le compte du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

En cas de groupement conjoint d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et aux cotraitants, sauf refus écrit de leur part. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

➤ Répartition de l'avance entre le titulaire et son(es) sous-traitant(s) :

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées à l'article R.2191-36 du code de la commande publique, sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance en cours d'exécution, l'avance est recalculée sur la base du nouveau montant exécuté par le titulaire.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

➤ Modalités de remboursement de l'avance :

Le remboursement de l'avance s'effectue en une fois ou en plusieurs fois. Il se matérialise par un ou plusieurs précompte(s) sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de co-traitance ou sous-traitance, le remboursement de cette avance perçue par le co-traitant ou le sous-traitant admis au bénéfice du paiement direct (Cf article R.2193-21 du code de la commande publique) s'effectue selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Le ou les remboursement(s) s'effectue(nt) au prorata du montant des prestations réalisées selon la formule suivante :

Montant du(es) remboursement(s) =

$$\frac{\text{Montant de l'avance} \times (\text{Taux de réalisation des prestations en \%} - 65\%)}{\text{Montant de l'avance repris au titre du(es) acompte(s) précédent(s)}}$$

35

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est exigée pour l'ensemble des lots.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Le titulaire pourra transmettre une seule demande de paiement en fin de travaux ou plusieurs demandes en cours d'exécution des travaux sur présentation de factures par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG- Travaux.

8.2 - Décompte général

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG- Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le projet de décompte final est transmis après la date de notification de la décision de levée des réserves.

Le décompte général d'une entreprise sera automatiquement suspendu, sans la nécessité que le maître d'ouvrage adresse un courrier en ce sens à l'entreprise, dès lors que les réserves en réception et celles apparues pendant le délai de la garantie de parfait achèvement n'auront pas été levées par l'entreprise et également en cas d'expertise judiciaire en cours devant les tribunaux. La suspension du décompte prendra fin dès que les travaux de reprise des réserves auront été exécutés en totalité par l'entreprise.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG- Travaux, le marché ne peut pas donner lieu à l'établissement d'un décompte général et définitif tacite. Seule la transmission d'un décompte général par le maître d'ouvrage constituera le décompte général et définitif du marché.

8.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

8.6 - Approvisionnement

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

8.7 – Travaux non prévus

Par dérogation aux articles 14, 15 et 17 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Par dérogation aux articles 14.2.2, 14.3 et 14.4.3 du CCAG-Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent les plafonds fixés par le CCAG-Travaux, le titulaire n'en arrête pas pour autant l'exécution.

9 - Conditions d'exécution des prestations

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions desdites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

9.3 - Préparation et coordination des travaux

9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG- Travaux, la période de préparation débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer la préparation. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire sont prévues par les dispositions du code du travail.

Le cas échéant, le titulaire communique au maître de l'ouvrage :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, le cas échéant ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq (5) jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3 - Port de la carte professionnelle sur les chantiers

Le titulaire s'engage à fournir la carte d'identification professionnelle à tous ses salariés présents sur le chantier, conformément aux dispositions du code du travail.

Pour rappel, cette carte est obligatoire pour toute personne travaillant sur un chantier et doit être présentée aux agents de contrôle.

Est concerné tout salarié accomplissant, dirigeant ou organisant, même à titre occasionnel, accessoire ou secondaire, des travaux de BTP, quel que soit son contrat de travail : CDD, CDI, intérimaire ou contrat de détachement d'une entreprise étrangère.

En cas de non-respect de cette disposition, le Département fera appel aux services compétents afin que les sanctions réglementairement prévues soient mises en œuvre.

9.4 - Etudes d'exécution

Conformément à l'article 29 du CCAG-travaux relatif aux études d'exécution, ces études sont à la charge du titulaire du marché, sous le contrôle du maître d'œuvre.

9.5 - Installation et organisation du chantier

9.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

9.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 2.5 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), à savoir :

- Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et l'ensemble des éléments techniques nécessaires à la mise à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- Le plan de récolement des ouvrages exécutés et un support informatique au format DWG.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

10 - Réception des travaux

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux dans les conditions de l'article 41 du CCAG- Travaux.

La réception des travaux ne fait pas obstacle à ce que le titulaire de chaque marché puisse être appelé en garantie par le maître d'ouvrage ou voir sa responsabilité engagée pour des dommages causés à des tiers à l'occasion des travaux réalisés en exécution du marché.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG- Travaux, la réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux dans le procès-verbal de réception prononcé par le maître d'ouvrage, en aucun cas la réception, ainsi que la levée des réserves ne peuvent être tacite.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG- Travaux s'appliquent.

12 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un (1) an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

13 – Pénalités

13.1 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.2 - Autres pénalités spécifiques

Type	Montant en €
Pour retard dans le démarrage du chantier	Montant / jour : 50
Pour retard d'exécution	Montant / jour : 10
Pour absence injustifiée à une réunion de chantier (applicable à compter de la 2 ^e absence)	Montant / réunion : 200
Retard pour la remise par le titulaire des dossiers d'ouvrage exécutés ainsi que les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), préalablement validés par le maître d'œuvre.	Montant / jour : 100
Retard pour la remise du plan de récolement des ouvrages exécutés et d'un support informatique au format DWG	Montant / jour : 100
Retard pour réserve non levée dans le délai indiqué par le maître d'ouvrage en cours de chantier	Montant / jour : 250
Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace pour le public	Montant / jour : 1 500
Dépôts de matériel, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites	Montant / jour : 2 00
Défaut de nettoyage de chantier y compris base de vie et sanitaires	Montant / jour : 2 00
Pour absence à une réunion (technique, OPR, levée de réserves...):	Montant / manquement : 250
Pour retard dans les opérations de réception y compris PV de réception	Montant / jour : 250

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG- Travaux, les pénalités définies dans le tableau ci-dessus s'établiront sans mise en demeure préalable et sur simple constat du Ministère de la Justice.

Par dérogation à l'article 19.1.2 du CCAG- Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG- Travaux, le montant total des pénalités de retard et des autres pénalités n'est pas plafonné.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période trimestrielle et sont déduite de la facture mensuelle du premier mois du trimestre suivant. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire chaque premier mois de chaque trimestre lors de l'établissement des états d'acomptes.

14 - Assurances

Par dérogation aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du code civil.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG- Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,00%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Ces dernières sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le Département de Meurthe-et-Moselle, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>. Le cas échéant, le titulaire sera sollicité par la plateforme e-attestations afin de respecter ces mesures.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 16 Promotion de la diversité – égalité Femmes/Hommes

Le Ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes. Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, dans les 15 jours suivant la date de notification du marché. Il devra également compléter le questionnaire 2 mois avant la date de fin du marché.

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite Discriminations Egalite 2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Les informations renseignées dans le questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat ».

Article 17 : Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice a été labellisé « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 10 décembre 2024.

Par conséquent, le ministère souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- Mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- Veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;
- Valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- Mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché
- Construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- Développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- À s'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- La signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- L'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Article 18 : Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

- **Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends**

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de :

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le Médiateur interne « relations fournisseurs » peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le Médiateur interne « relations fournisseurs » n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- **Modalités de saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » (*)**

La saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le Médiateur interne « relations fournisseurs » se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le Médiateur interne « relations fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le Médiateur interne « relations fournisseurs » envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée officielle en médiation et fixe la date de la première réunion. Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le Médiateur interne « relations fournisseurs » dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le **Comité consultatif** compétent :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13

Le **Médiateur des entreprises** :

Remplir le formulaire en ligne : [Le Médiateur des entreprises](#)

Adresse mail : mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG– Travaux
- L'article 5.2 du CCAP déroge aux articles 18.1.1, 18.2.3 et 28.1 du CCAG– Travaux
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 12.1.1 du CCAG Travaux
- L'article 10.2 du CCAP déroge aux articles 12.3.2 et 12.4.4 du CCAG Travaux
- L'article 10.8 du CCAP déroge aux articles 14, 14.2.2, 14.3, 14.4.3, 15 et 17 du CCAG Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG- Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG– Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge aux articles 19.1.2, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG- Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 8 du CCAG – Travaux